

original: ke

kopian : brf sru sin grn dy ay kj la kt mer gru wok
wi sut bro

moscou, 20.07.92

12.00 h

P.B. 75.82.

00188 hhhhh

pour :

- secretaire d'etat kellenberger
- div. pol. i
- div. pol. iii
- secr. pol.
- serv. économique et financier
- ofaee, pays de l'est
- departement des finances, att. secr. etat gygi (pour azerbaïdjan : fmi)
- ddip (pour turkmenistan : sequestres)

copie envoyee par d/c a ambassade de suisse a ankara

je me suis rendu le 13 et le 14 juillet au turkmenistan (t), le 15 et le 16 en ouzbekistan (o), le 17 et 18 en azerbaïdjan (a) pour la presentation de mes lettres de creance et divers entretiens avec les membres du gouvernement.

t u r k m e n i s t a n : mes interlocuteurs ont ete les suivants : president nijazov - vice-ministre ae shikmuradov (remplacant le ministre malade) - vice-president babakuliev - vice-president otchertsov - m. meredev, ministre de l'agriculture - m. bai'ramov, ministre des finances - m. aghakhanov, ministre du commerce - m. sagarov, directeur de la banque nationale - m. abalakov, president du gosplan - m. kuliev, president du comite pour les affaires économiques exterieures - les ambassadeurs de turquie et des etats-unis.

le t, pays de la superficie de la france, mais peuple de 4 millions d'habitants seulement, vit sous le regime d'un parti unique, l'ancien parti communiste maintenant renove. ici, comme dans le cas d'autres republicues se trouvant dans la meme situation, il ne faut toutefois pas attacher trop d'importance a cette survivance, si les anciens communistes sont toujours au pouvoir (qui d'ailleurs pourrait jouer leur role ?), l'ideologie communiste est morte et le t en particulier affirme s'etre totalement "desovietise". pourtant, le regime est incontestablement autoritaire et sa politique tend a atteindre un bien-etre économique sans libertes politiques. l'ambassadeur des eu me dit que singapour et l'indonesie sont expressement invoques comme modeles a cet egard. j'ai releve en tout cas que le president (pdt) et ses ministres ne m'ont pas tenu le discours usuel dans les etats successeurs sur la democratie et les droits de l'homme (la meme chose vaut pour l'ouzbekistan).

kopian gingen an: bawj
efd, gygi

22.07.1992 13.30h -o- bma



comme ailleurs, la turquie est prise ici comme modele, mais de facon peut-etre moins affirmee. le mot "modele" n'est pas apparu dans les propos du pdt et de ses ministres. ils se sont bornes a dire que le t entendait beneficier des experiences de la turquie dans certains domaines. l'engagement turc est d'ailleurs considerable comme dans les autres republics turcophones. la turquie offre a chacun de ces etats 2'000 bourses et dans le cas du t 1'000 en raison de la faible population. celles-ci sont reparties entre les niveaux secondaire, universitaire et post-graduate.

le t doit compter avec l'iran, d'autant plus qu'il y a plus de turkmenes dans ce pays qu'au t (situation que nous retrouverons en azerbaïdjan). le t vient d'introduire une disposition au terme de laquelle tout citoyen iranien qui penetre sur son territoire doit s'engager par ecrit a s'abstenir de toute propagande religieuse. selon l'ambassadeur des eu, cette disposition reste d'ailleurs totalement inefficace. je suis pourtant persuade qu'au t comme dans les autres republics, il n'existe pas en ce moment de risque de fundamentalisme religieux, l'islam y jouant un role trop restreint.

le pdt et ses ministres ont insiste sur l'importance qu'ils attribuent a l'accord conclu avec la russie sur le stationnement des forces armees. ces forces ont ete placees sous commandement conjoint turkemen-russe et le pdt souligne que, de ce fait, elles ne font plus partie de l'armee russe. le t ne demande donc pas leur retrait a terme et se declare satisfait de la situation actuelle. il est meme pret a laisser les soldats s'etablir apres leur demobilisation car, en raison de sa faible population, il a besoin d'un apport de main-d'oeuvre jeune.

dans aucun autre etat successeur, je n'ai entendu des declarations aussi negatives sur la cej. il m'a ete affirme a tous les niveaux qu'elle n'avait aucun avenir et qu'elle ne presentait aucun interet pour le t, qui songe d'ailleurs a la quitter. des a present, il y adopte une attitude d'observateur passif, se bornant a intervenir lorsque ses interets sont directement touches. a une question de ma part, il a ete repondu que m. eltsine n'avait aucun titre a parler a munich au nom de tous les etats de la cej. une majorite s'est certes prononcee dans ce sens, mais les autres, dont le t, se sont abstenus et il estime donc n'avoir pas ete represente par le pdt de la russie.

le t n'eleve aucune pretention sur les avoirs federaux de l'urss, mais entend egalement ne reprendre aucune part des dettes de l'ancienne union. ce propos du pdt a pour nous une consequence pratique sur laquelle je reviendrai plus bas.

sur le plan economique, le t dispose de vastes ressources en gaz, petrole, mineraux, coton, mais son probleme est celui de l'acheminement vers les acheteurs.

dans le domaine du gaz, le t est le troisieme producteur mondial apres la russie et les etats-unis. il dispose de deux gazoducs, l'un au sud qui traverse l'ukraine, l'autre au nord par la russie et la pologne. tous deux ont une capacite insuffisante et celui du nord est utilise par la russie elle-meme. quant a la liaison sud, elle est interrompue en raison d'un litige avec l'ukraine. le t se refuse en effet a livrer du gaz a ce pays aux anciens prix inter-republicains trop bas et l'ukraine n'a, dans ces conditions, pas paye ses arrieres. on m'a fait savoir que l'ukraine venait de proposer un prix fixe a 80 o/o du cours international, ce que le t juge insuffisant.

outre ces deux gazoducs, il existe une troisième ligne de communication, qui peut d'ailleurs être utilisée pour les autres exportations du t. il s'agirait de charger les produits sur bateau à Krasnovodsk, le port turkmène sur la Caspienne, de traverser cette mer vers le nord, puis de remonter la Volga, d'utiliser le canal Volga-Don, et de redescendre ce fleuve vers la mer Noire, puis, par les Dardanelles, de déboucher sur la Méditerranée. toutefois, le canal Volga-Don, ensablé, n'est actuellement praticable que pour des bateaux de 4'000 tonnes. la Turquie a entrepris les travaux nécessaires pour sa remise en état, mais il ne serait même alors utilisable que pour des navires de 8'000 à 9'000 tonnes, ce qui reste très petit. de l'avis de l'ambassadeur de Turquie lui-même, cette solution ne serait d'ailleurs pas rentable pour les exportations de gaz, compte tenu du coût de l'indispensable liquéfaction.

le t se voit comme une sorte de nouveau Koweït, mais en raison de ses difficultés de communication, il est en réalité, de l'avis des deux ambassadeurs cités, dans une situation précaire.

le t est donc en quête de débouchés et il est en pourparlers avec la Tchécoslovaquie et l'Autriche, comme il n'y a pas loin de ces pays à la Suisse, le pdt m'a exprimé l'espoir que nous pourrions nous joindre à ce groupe d'acheteurs.

en sens inverse, le t souhaiterait un apport de notre part en matière d'équipement de l'industrie textile. en raison de l'ancienne division du travail entre républiques, le t n'est en mesure de traiter que 5 % de sa production de coton. deux usines sont en construction, l'une par une entreprise italienne et l'autre par une entreprise turque, et, dans les deux cas, les machines ont été achetées en Suisse par les constructeurs. on souhaiterait toutefois que nous livrions directement, mais il m'a été bien précisé que le paiement s'effectuerait par compensation en marchandises, comme c'est d'ailleurs le cas de toutes les importations du t. j'ai attiré l'attention de tous mes interlocuteurs sur le grave obstacle aux échanges que constitue cette pratique. je ne pense pas avoir eu de succès. selon l'ambassadeur des EU, dont les conclusions rejoignent les analyses de banques américaines, le t agirait ainsi pour se constituer une réserve en devises pour servir de garantie à la monnaie

nationale qu'il se propose d'introduire. il est bien évident que, dans la situation actuelle, la Suisse a tout intérêt à fournir les machines au constructeur des usines qui, au moins les paie. un troisième projet, avec livraison directe de la société Rieter, est resté en plan, l'ubs n'ayant pas jusqu'à présent accordé le crédit sollicité.

questions financières : le vice-président Otcherchov, le ministre des finances et le président de la Banque nationale m'ont reçu ensemble pour traiter ces questions.

- introduction d'une monnaie nationale : le t désirerait une assistance de la BNS dans ce domaine. il s'agirait de fixer le niveau de la masse monétaire, celui de l'encaisse servant de garantie, et le taux de change avec le rouble. on souhaiterait qu'un expert de la BNS puisse se rendre le plus tôt possible à Achkhabad pour examiner ces questions. enfin, le t aimerait confier à la Suisse l'impression de ses billets.

- g a r a n t i e c o n t r e l e s s e q u e s t r e s :
 le t craint que ses avoirs dans les banques suisses
 puissent être frappés de sequestre par des créanciers de
 l'union soviétique. comme il entend ne pas être lié pour
 une part des dettes de l'ancienne union, ainsi qu'il a été
 dit plus haut, il demande si nous pourrions lui donner une
 garantie à cet égard sous forme d'une déclaration aux
 termes de laquelle nous ne le considérerions pas lié par
 ces dettes et n'admettrions pas de sequestres de ce chef.
 j'ai répondu que cette suggestion posait un problème
 délicat tant en droit international qu'en droit privé, qui
 méritait une étude approfondie. si nous pouvions lui
 donner satisfaction, le t transférerait la majorité de ses
 avoirs dans des banques suisses, m'a-t-on dit, en
 s'imaginant visiblement m'allecher en me faisant miroiter
 cette perspective.

c o n v e n t i o n s d e g e n e v e : le t a pris
 connaissance de notre note sur les réserves de l'union
 soviétique en relation avec sa déclaration de continuité.
 il a décidé d'adhérer aux conventions sans aucune réserve
 et une communication écrite nous sera adressée dans ce
 sens. on m'a prie de vous faire part dès à présent de la
 décision prise.

a u t r e s q u e s t i o n s : j'ai fait les démarches
 usuelles concernant les quatre accords dans le domaine
 économique, le projet de traité de protection des
 investissements et le liechtenstein.

o u z b e k i s t a n : mes interlocuteurs ont été les
 suivants : président karimov - ministre ae abdourazzakov -
 m. ismailov, vice-ministre de l'économie - ambassadeur de
 turquie - les charges d'affaires d'Allemagne et des
 états-unis.

l'o est gouverné par le parti démocrate (ex-communiste).
 seul un deuxième parti a été reconnu alors que 4 ou 5
 autres n'ont pas obtenu leur inscription. parmi eux figure
 un groupe qui représente une tendance fondamentaliste. sa
 reconnaissance est exclue par principe, la constitution
 n'admettant pas de parti à étiquette religieuse.

les droits politiques et libertés individuelles sont
 limités. le charge d'affaires des eu me dit que son
 gouvernement s'en soucie et que l'ambassade est déjà
 intervenue à plusieurs reprises de façon pressante à cet
 égard. au contraire, le charge d'affaires d'Allemagne
 estime (opinion personnelle ?) qu'un régime de
 multipartisme et de libertés politiques conduirait au
 chaos et à l'anarchie. à son avis, le régime autoritaire
 actuel est indispensable pour une période de transition.

la turquie est présente dans ce pays comme ailleurs.
 l'ambassadeur de turquie me dit que l'o vient de décider
 d'adopter l'alphabet latin dans sa version turque que son
 pays a recommandée et qu'il aide à introduire dans toutes

les républiques parentes par la langue.

de tous les états que j'ai visités, l'o est celui où la
 présence économique de la suisse est la plus forte. elle
 est due à l'ubs, dont le rôle considérable a été souligné
 par tous mes interlocuteurs. l'ubs a organisé des
 séminaires d'information, patronne la mise en relations
 d'affaires et finance des projets.

les perspectives économiques de l'uzbékistan sont en effet bonnes. on y retrouve les minéraux et le coton et il s'y ajoute l'or, dont l'uzbékistan, avec 70 tonnes par an, détient près de 40 % de la production de l'ancienne union soviétique.

groupe de vote au fmi : à la suite des entretiens du vice-président ogi à helsinki, le pdt de l'uzbékistan a donné son accord de principe à rejoindre un groupe suisse et il a donné les instructions à cet effet. un vice-ministre de l'économie a demandé à me rencontrer pour se faire expliquer la portée d'un tel groupe et l'intérêt que l'uzbékistan aurait à se joindre à nous.

de toutes mes visites, celle que j'ai faite à tachkent a été la moins fructueuse en raison du nombre insuffisant des contacts. cela tient à une certaine nonchalance du directeur du protocole chargé de l'organisation de la visite et aussi au fait que mon passage coïncidait avec une réunion des ministres des affaires étrangères de la cei.

j'ai fait à tachkent les démarches sur les mêmes sujets habituels qu'à achkhabad.

azerbaïdjan : mes interlocuteurs ont été les suivants : président elchibéï - ministre ae gassymov - vice-premier ministre ahmedov (chargé de l'économie) - m. gambarov, président du parlement - m. akhundov, chef du département international du parlement - les ambassadeurs de france et de turquie.

l'azérie, lors de mon passage en janvier, était gouvernée par le parti communiste renoué est maintenant en mains du front populaire (anti-communiste). si le pdt elchibéï a été désigné par des élections libres, l'ancien parlement n'a pas encore été remplacé et les communistes y détiennent la majorité. il a donc été constitué un organe transitoire de compromis, le conseil d'état, formé par moitié de parlementaires ex-communistes et du front populaire. on me dit que cet organe fonctionne bien, certains communistes rejoignant le front populaire lors des prises de décision, maintenant que leur idéologie est de toute façon éliminée. pleins d'idées et d'une charmante amabilité, les dirigeants du front populaire maintenant au pouvoir constituent un groupe extrêmement sympathique. la plupart sont des hommes de science, souvent académiciens. le pdt de la république et le pdt du front populaire sont tous deux arabistes. le ministre des affaires étrangères est physicien. le pdt, personnalité d'un grand rayonnement, fait preuve d'une connaissance remarquable des civilisations islamiques. ma conversation avec lui après la remise des lettres de créance a été la plus détendue et la plus informelle que j'ai eue en de telles circonstances.

la signature du pdt moutalibov sous l'accord d'alma-ata n'avait jamais été ratifiée, de sorte que l'azérie se trouvait à l'égard de la cei dans une situation provisoire. le gouvernement du front populaire a maintenant définitivement décidé de ne pas ratifier l'accord et l'azérie n'est désormais plus membre de la cei. il rejoint ainsi la situation de la géorgie.

le probleme majeur de l'a est evidemment son conflit avec l'armenie. j'ai pu constater a cet egard une nette aggravation depuis le mois de janvier et on me dit ouvertement qu'il existe desormais de fait un etat de guerre avec l'armenie.

les revers que l'a a subis jusqu'a il y a quelques semaines s'expliquent du fait que le pdt moutalibov ne s'etait que peu engage dans ce conflit. certains expliquent cette attitude par le souci de menager la russie. ce n'est que dans les toutes dernieres semaines du regime moutalibov que l'armee nationale a ete engagee sur le terrain. m. moutalibov estimait en effet qu'un tel engagement aurait eu pour consequence d'instaurer un etat de guerre avec l'armenie, ce qui s'est precisement produit depuis lors. jusque-la, les populations azerbaïdjanaises du karabakh se defendaient elles-memes avec de simples milices locales. leurs adversaires armeniens etaient aussi des milices locales, mais constituees des 1988, bien organisees et bien armees. on me dit que les armeniens auraient herite ou se seraient emparees des stocks d'armes et de munitions laisses par l'armee sovietique alors que celle-ci, au moment de son retrait d'a, aurait emporte son materiel et detruit celui qui n'etait pas transportable.

l'a a repris le dessus depuis que son armee nationale est engagee mais celle-ci, organisee en toute hate depuis l'independance, reste faible. on estime les effectifs a 15'000 hommes de chaque cote, toutes categories confondues, y compris, pretend-on, des elements de l'armee nationale du cote armenien.

a des degres divers, mes interlocuteurs rendent tous la russie responsable du conflit. celle-ci jouerait l'armenie contre l'a dans l'idee de placer un a affaibli sous sa dependance. l'ambassadeur de turquie imagine meme un plan machiavelique qui consisterait a soutenir l'armenie dans une premiere phase pour accorder ensuite a l'a, dans une deuxieme phase, une aide russe a des conditions fixees par moscou.

la turquie, ajoute cet ambassadeur, s'efforce de jouer un role modérateur dans le conflit, mais elle doit compter avec avec son opinion publique, qui a adhere avec passion a la cause azerbaïdjanaise. si on laissait aller les choses, me dit-il, des volontaires turcs afflueraient en masse. c'est dire que la turquie dispose de moyens de pression et son ambassadeur ne cache pas qu'elle fera valoir son influence, mais en s'en tenant au plan diplomatique.

le conflit avec l'armenie est desormais percu de facon extremement douloureuse en a. divers faits ont contribue a cette evolution. d'abord, le front populaire, beaucoup plus patriotique et nationaliste que les ex-communistes, aborde ce conflit de maniere plus sentimentale. on croit, en outre, avoir affaire a un engagement desormais plus ouvert de l'armenie. on a aussi ressenti vivement une loi recemment votee par le parlement armenien pour interdire au gouvernement de conclure aucun accord qui ne reconnaitrait pas le haut karabakh comme une entite separee. on y voit une atteinte directe a l'integrite territoriale de l'a. enfin le massacre par les armeniens de la population civile du village de khodjali, le 24 fevrier dernier, a suscite l'indignation. les armeniens auraient d'ailleurs reconnu avoir commis une faute.

mes interlocuteurs ont tous parle des espoirs qu'ils mettaient dans le csce. l'a entend, disent-ils, en respecter les principes dans cette affaire, alors que l'armenie les viole. ils attendent donc un soutien de cette conference, qui devrait leur donner raison.

j'ai, de mon cote, expose en termes generaux les principes de la politique de bons offices de la suisse, en soulignant bien que, dans la situation actuelle, il ne s'agissait pas d'une offre mais du simple rappel d'une disponibilite. mes propos ont toutefois suscite de l'interet, comme on me l'a dit le lendemain en me demandant des precisions sur notre politique.

jusqu'a present, les cessez-le-feu, tous violes, ont ete negocies par l'intermediaire de l'iran.

l'etat d'esprit que j'ai rencontre a bakou m'amene surtout a rappeler une fois encore, en termes particulierement pressants, les reflexions dont j'ai deja fait part au sujet de la constitution d'un groupe de vote au fmi. il n'est peut-etre pas exclu qu'un pays puisse se joindre a un groupe ou siege un etat avec lequel il est dans une situation de guerre de fait, mais on avouera que la chose est delicate, et qu'a la supposer possible elle doit etre traitee avec infiniment de tact et de precaution. le probleme n'est pas en turquie ou en armenie, mais bien en a ou les sensibilites sont a vif. des gens meurent chaque jour dans les hostilites en cours. je ferai part de ces considerations a m. kaeser lors de l'une des conversations telephoniques que je compte avoir lui.

s'agissant du fmi, j'ai pu constater qu'il regnait a bakou la confusion la plus totale sur le but des entretiens que nous avons proposes. a la suite de ses conversations a helsinki, le vice-premier ministre s'imaginait que m. ogi allait venir en personne pour parler des possibilites de cooperation economique entre les deux pays. j'ai du expliquer a partir de zero la question des groupes de vote et le but de la visite de m. kaeser et de sa delegation. il est a noter que l'a n'a pas encore adhere au fmi, mais il se prepare a le faire.

j'ai retrouve a bakou, dans les fonctions de president du parlement, m. gambarov, que j'avais rencontre en janvier dans sa qualite de leader parlementaire de l'opposition du front populaire. m. gambarov, qui m'a dit toute son admiration pour les institutions soisses, verrait dans un contact entre les parlements des deux pays un facteur favorable pour le renforcement des tendances democratiques. il souhaiterait une visite de parlementaires suisses avant les elections pour un nouveau parlement, qui auront lieu dans six mois. il me fera parvenir une lettre d'invitation

expresse aux presidents de nos deux chambres, mais il a souhaite que je vous fasse part des a present de son projet. si une telle visite ne pouvait pas etre mise sur pied dans les mois qui viennent, il suggererait alors qu'une delegation parlementaire azerbaidjanaise puisse se rendre en suisse.

a tous les niveaux, on m'a exprime la gratitude de l'a
envers la suisse pour avoir rapidement reconnu
l'indépendance du pays et établi les relations diplomatiques
(pour l'un et pour l'autre, comme deuxième pays,
immédiatement après la turquie). ces actes étant survenus
sous l'ancien régime, on y a vu une marque de confiance, un
encouragement aux tendances démocratiques et a l'ouverture
sur le monde ; une interprétation marquée d'un remarquable
sens de l'état et d'une belle absence d'esprit partisan.

les délégués du cigr, dont le rôle dans le conflit fait
l'admiration de l'a, m'ont dit bénéficier tant
professionnellement que personnellement de facilités et
d'égards, qu'ils attribuent, pour une bonne partie, a la
sympathie portée a la suisse, en raison de sa reconnaissance
rapide.

les démarches usuelles sur les autres sujets ont été
accomplies comme ailleurs.

ritter

ambasuisse